

## Vue sur le Nord

En proposant à la surprise générale de racheter le Groenland, Donald Trump a attiré l'attention sur la région de l'Arctique, que le changement climatique place au cœur de nouveaux enjeux géopolitiques.

Quand on parle du Nord, c'est souvent pour évoquer un "eldorado", ou un "Far North". Ce n'est pas dans l'esprit, car en fait aucun des voisins, Danemark, Norvège, Canada, Etats-Unis et Russie n'a d'intérêt à un conflit. On est loin de l'imaginaire des guerres coloniales.

En août, Trump évoque l'idée, aussi sotte que grenue, d'acheter le Groenland. L'affaire semble une mauvaise blague, pour les médias américains. L'idée pourtant, est sérieuse d'un point de vue défensif. Les Etats-Unis ont besoin de réaffirmer leur présence en Arctique, en particulier au Groenland : c'est le deuxième pilier du rideau de défense arctique américain.

Autre élément de langage : la "menace russe", la crainte de la "nouvelle guerre froide" mise en scène dans les médias. Les Russes cherchent la "dramatisation" pour répondre aux entraînements conjoints d'autres puissances dans des territoires arctiques. Dans la région, la Route du Nord-Est, qui relie l'Asie à l'Europe, est également évoquée. Le constructeur CMA-CGM a annoncé que ses bateaux ne l'emprunteraient pas pour préserver la biodiversité de la région. Une forme de greenwashing : en fait ils ne vont pas faire ce qu'ils n'avaient pas prévu de faire. De plus, d'autres entreprises françaises comme Total vont l'utiliser.

Le changement climatique bouleverse la situation au Nord. Pas seulement de manière négative. Les populations locales veulent "bénéficier" des effets du changement climatique. Une des opportunités : la possibilité d'exploiter de nouvelles ressources minières, notamment les terres rares. Exemple avec Narsaq, dans le sud du Groenland. Résultat : les négociations avec les acteurs économiques se compliquent, entre manque d'habitude et crainte de troquer une dépendance politique au Danemark pour une dépendance économique. Le Groenland est tellement facile à lobbyer: le pays a 9 ministres et 31 députés, tous inexpérimentés.

Et l'Union européenne ? le Danemark est dans l'UE : au nom de la liberté des mers, de la préservation de la planète, l'UE doit jouer son rôle. La représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité se nomme Federica Mogherini. Elle doit soutenir le Danemark et le Groenland. De même l'UE doit soutenir les droits de la Norvège qui est fortement associée à l'Union.

Et la France? Ségolène Royal, ambassadrice des pôles depuis 2017, milite pour l'interdiction du fuel lourd. Plusieurs législations locales interdisent son utilisation, et l'Organisation maritime internationale (l'ONU) a également voté contre pour 2023. Malgré ses démentis, elle ne s'est jamais rendue aux réunions du Conseil de l'Arctique : il suffit de compulser les listes des présents. Est-il nécessaire d'y aller ? Face au ton "belligérant" des Etats-Unis, qui refusent d'évoquer le changement climatique au Conseil, il y a une demande vers quelqu'un qui peut incarner cette dimension climatique et la COP21. Il existe beaucoup d'instances officielles pour traiter des enjeux en Arctique. On a besoin d'un ambassadeur parce qu'il faut être présent dans toutes ces réunions. Où t'es, Ségo, où t'es? Ségolène Royal, du greenwashing politique «pur sucre».

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID  
aid97400.re